

3 mai 2008

**Déclaration de S.E. M. Srgjan Kerim,  
Président de la 62ème Session de l'Assemblée Générale,  
à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse**

Nous célébrons en ce jour, comme chaque année, la Journée mondiale de la liberté de la presse pour nous rappeler l'importance primordiale que revêtent la liberté de la presse et la liberté d'expression dans notre histoire et la place de choix qu'elles occupent parmi les droits fondamentaux consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, vieille de 60 ans.

Pourtant, il est facile de l'oublier lorsque, chaque jour, nous ouvrons notre journal préféré, nous écoutons les informations diffusées ou nous nous connectons au World Wide Web. C'est précisément pourquoi nous devons, non seulement en ce jour mais aussi tous les jours de l'année, démontrer notre attachement à ces droits et faire tout notre possible pour respecter la liberté universelle de la presse.

Malheureusement, c'est également la journée où nous nous rappelons que la liberté de la presse a toujours un coût. Nous rendons hommage à tous les professionnels des médias qui ont perdu la vie dans la lutte qu'ils mènent chaque jour pour nous fournir les informations. Leur sacrifice devrait nous amener à redoubler d'efforts pour promouvoir la liberté de la presse et pour protéger les journalistes du monde entier contre l'ingérence politique et la menace physique.

Le thème de cette année, « Liberté d'expression, accès à l'information et autonomisation des individus », tombe bien à propos. Alors que nous nous efforçons de relever les défis qui se posent à l'échelle mondiale, notamment les changements climatiques, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et le financement du développement, ou de trouver des solutions à des situations d'urgence immédiate comme la crise alimentaire ou celle du crédit dans le monde, nous nous rendons compte que les gouvernements ne peuvent le faire seuls.

Non seulement les États Membres ont besoin de partenaires comme la société civile, le secteur privé et, bien entendu, les médias, mais aussi ils doivent, en fin de compte, tirer parti du soutien d'individus capables, des consommateurs et des citoyens avertis du monde. Après tout, il s'agit de trouver des solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui afin d'assurer durablement le bien-être de tous sur notre planète.

C'est précisément pourquoi, en ma qualité de Président de l'Assemblée générale, je ne cesse de préconiser la mise en œuvre de réformes institutionnelles privilégiant l'individu plutôt que l'État dans notre action et favorisant un accès égal de tous aux droits consacrés et aux possibilités offertes.

Outre les droits et les possibilités, c'est l'accès à l'information qui dote véritablement l'individu des moyens de devenir plus actif et plus responsable. Il va sans dire que la presse libre est un allié indispensable à cet égard.

Les médias contribuent à la démocratisation, au renforcement de l'état de droit et, en fin de compte, à la consolidation des institutions lorsqu'ils posent les questions appropriées et souvent difficiles, permettent d'accéder à l'information et représentent tous les points de vue de manière impartiale. Ce sont également les médias qui amènent l'individu à jouer convenablement son rôle de contrôle des institutions politiques, au niveau local, national, régional ou international.

Les médias incarnent le besoin et le droit qu'a tout membre de la société d'être informé de tout ce qui se passe dans son milieu.

C'est pourquoi la liberté de la presse revêt aujourd'hui une importance cruciale, à la fois comme un droit et comme une responsabilité.